



Pays andins et Cuba

N°22 – Juin 2019

Région

2018^E – Population : 152 M

PIB : 914 Mds USD

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
Pétrole (USD / baril WTI)	51,1	-1,0%	-23%
Zinc (USD / t)	2640,0	1,4%	-18%
Cuivre (USD / t)	5828,0	-0,1%	-19%
Nickel (USD / t)	11740,0	-0,2%	-23%
USD/COP	3255,3	-1,4%	14%
USD/PEN	3,3	-0,6%	2%
EUR/VES (taux BCV)	6972,4	4,8%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

Bogota et Lima dans le Top 3 mondial des embouteillages.

Selon l'indice TomTom 2018, qui évalue le surplus de temps moyen (dû aux embouteillages) nécessaire aux trajets métropolitains par rapport à une absence de circulation, Bogota figurait l'année passée au 2^e rang mondial des embouteillages (surplus de temps de 63%, en hausse de 1 point), derrière Bombay (65%, en baisse de 1 point) et devant Lima (58%, en hausse de 8 points). S'agissant de Bogota, les analystes attribuent cette situation à l'absence de réalisation de deux plans d'investissement (prévus à la fin des années 90) de 5 Mds USD chacun, l'un pour la réalisation d'un système intégré de métro / bus en voie propre / trains de banlieue, l'autre pour l'adaptation du réseau routier à la croissance du nombre de véhicules particuliers.

Bolivie

2018 – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

Les producteurs de soja sont en grève pour réclamer des prix plus élevés de leur production.

Depuis le 6 juin, les producteurs de soja de Cuatro Cañadas et San Julián (Santa Cruz) sont en grève et bloquent cinq points d'accès dont une autoroute desservant la capitale départementale, Santa Cruz. Les producteurs exigent « un prix juste » de 300 USD par tonne alors que les industriels de l'huile de soja ne l'achètent qu'à 230 USD.

Le gouvernement nie la faillite technique de l'entreprise publique de sucre Easba.

Selon le quotidien Pagina Siete, la société sucrière Easba (Empresa Azucarera San Buenaventura), créée en 2010, a enregistré jusqu'à 2018 des pertes cumulées de 35 MUSD et se trouve en situation de cessation de paiements. Selon le système d'information administrative SIGMA, l'entreprise a des fonds propres négatifs (-40 MUSD) et une faible trésorerie qui l'oblige à utiliser pour ses dépenses courantes les prêts qu'elle reçoit de la Banque Centrale (Easba a reçu un total de prêts de 265 MUSD). Le gouvernement nie les difficultés, argumentant que l'entreprise continue de régler scrupuleusement les mensualités de ses prêts.

Colombie

2018 – Population : 46 M

PIB : 337 Mds USD

Les autorités maintiennent finalement la trajectoire de déficit budgétaire pour 2019 et 2020.

Alors que le Comité consultatif de la règle budgétaire avait autorisé en mars le Gouvernement à porter son déficit à 2,7% en 2019 et 2,3% en 2020, au titre du coût budgétaire engendré par les migrations vénézuéliennes, le ministre des Finances a indiqué qu'il maintiendrait les objectifs de déficit initiaux, soit 2,4% cette année et 2,2% en 2020. Alberto Carasquilla a en effet estimé que les effets budgétaires de ces migrations ne s'étaient pas encore fait pleinement sentir.

Moody's relève sa perspective sur le secteur bancaire de négative à stable.

L'agence attribue ce changement à l'amélioration du cadre macroéconomique, qui devrait rendre l'environnement opérationnel des banques plus facile, tandis que la croissance contenue des crédits leur permet de renforcer leurs capitaux propres. Moody's reste cependant vigilant quant aux risques de concentration des dépôts (dont 70% émanent d'institutionnels) ainsi qu'à l'exposition du secteur aux pays d'Amérique centrale, à l'environnement bancaire actuellement volatil.

Les dépenses « obras por impuestos » de 2019 ont d'ores et déjà dépassé le volume total de 2018.

Alors que 220,6 Mds COP (60 MEUR) de projets avaient été financés par les entreprises en guise de paiement d'impôt en 2018 (dont 64% d'infrastructures routières et 21% d'infrastructures d'eau & assainissement), les entreprises colombiennes ont d'ores et déjà utilisé ce mécanisme à hauteur de 247,3 Mds COP (67 MEUR) en 2019 (dont 61% dans le secteur routier, 15% dans celui de l'éducation et 13% dans celui de l'eau). Le nombre de projets concernés est également largement dépassé, à 42 sur les cinq premiers mois de 2019 contre 23 sur l'ensemble de l'année 2018.



Cuba

2018 – Population : 12 M

PIB : 96 Mds USD

Cuba et la Russie signent un accord intergouvernemental dans le domaine ferroviaire.

Le vice-président du Conseil des ministres de Cuba, Ricardo Cabrisas, a signé dans le cadre du Forum économique international de Saint-Petersbourg l'Accord intergouvernemental pour la réhabilitation et la modernisation de l'infrastructure ferroviaire de l'île. Le document, approuvé également par le ministre des Transports de la Fédération de Russie, Evgueni Dietrich, prévoit des investissements de près de 1 Md USD par étapes pour augmenter les volumes de fret et de transport de passagers dans tout le pays, réduire le temps de déplacement et augmenter la sécurité des chemins de fer. Une deuxième étape de l'Accord sera la signature du contrat de fourniture d'équipements et de services entre l'UFC (Union des chemins de fer cubains) et son homologue russe RZD.

Cuba enregistre une production sucrière légèrement en hausse.

La campagne sucrière de la saison 2018-2019 se finalise avec une récolte estimée à environ 1,3 Mt de sucre, soit 31% de plus qu'au cours de la précédente saison 2017-2018, qui avait péniblement dépassé 1 Mt. D'après le consortium cubain AZCUBA, l'objectif national de la saison en cours, fixé à 1,5 Mt, n'a pu être atteint notamment du fait du passage de l'ouragan Irma en septembre 2017, suivi des fortes précipitations entre décembre et février 2018 ainsi que des défaillances techniques et de nombreux retards. Cependant le volume de production permet d'honorer les contrats d'exportations prévus à hauteur de 920.000 t, dont environ 400.000 t correspondent aux contrats avec la Chine.

Equateur

2018 – Population : 17 M

PIB : 107 Mds USD

Opération de rachat de bons souverains.

L'Equateur a lancé une opération de rachat d'obligations souveraines Global 2020 (1,5 Md USD), qui permettrait de racheter 78% de ces bons, soit près de 1,2 Md USD. Cette opération, avec de nouveaux bons à horizon 2029 et un taux de 9,05%, a été réalisée par Citigroup, Deutsche Bank et JPMorgan, et permettra au gouvernement de soulager le service de la dette en 2020.

Nouvelle méthode de calcul de la dette publique.

Le Ministère des finances a publié les derniers chiffres de la dette publique selon une nouvelle méthodologie de calcul qui porte l'endettement public à 49,17% du PIB (contre 46,07% avec l'ancienne méthode de calcul) soit 55,6 Mds USD. Le nouveau calcul inclut notamment les préventes pétrolières et la dette des entreprises publiques pétrolières Petroamazonas et Petroecuador.

Approbation d'un prêt de la Banque Mondiale de 500 MUSD.

La Banque Mondiale a approuvé un crédit de 500 MUSD, dans le cadre du « Plan prosperidad » et de l'accord avec les multilatéraux. Ce nouveau prêt à 30 ans, 9 ans de grâce et un taux de 3,97%, permettra de financer les programmes sociaux du gouvernement.

Guyana

2018 – Population : 0,8 M

PIB : 3,6 Mds USD

Don norvégien de 80 MUSD en faveur de l'électrification rurale durable.

Faisant partie d'un accord de dons de 250 MUSD signé entre les deux pays en 2009 en vue de la préservation de la forêt guyanienne, cette enveloppe doit permettre l'équipement de communautés rurales isolées, à la frontière du Venezuela et du Brésil, en fermes solaires (au moins 30 MW).

Pérou

2018 – Population : 33 M

PIB : 229 Mds USD

L'ex-gouverneur d'Ancash, César Álvarez, est le premier condamné au Pérou pour l'affaire Lava Jato.

César Álvarez a été condamné à 8 ans de prison (et 2,4 MUSD de « réparation civile ») pour collusion aggravée au préjudice de l'État. Il a reçu 2,4 MUSD en pots-de-vin de la part du groupe brésilien Odebrecht pour l'adjudication en 2011 du projet d'autoroute régionale Callejón de Huaylas-Chacas-San Luis. Le projet présentait un investissement initial de 121 MUSD mais les surcoûts l'ont porté à 168 MUSD. L'enquête avait débuté en 2014 soit avant que n'explode l'affaire Lava Jato au Pérou (fin 2016).

Seulement 5% des migrants vénézuéliens travaillent dans le secteur formel.

Selon les données d'avril 2019, environ la moitié des 79.456 ressortissants étrangers travaillant dans le secteur formel au Pérou étaient vénézuéliens, soit environ 5% seulement des 800.000 migrants vénézuéliens comptabilisés au Pérou. Le Ministère du Travail indique toutefois que parmi cette population vénézuélienne, seulement 437.000 personnes ont un permis de travail et sont en âge de travailler. Jusqu'en août 2018, les citoyens vénézuéliens rentrant au Pérou pouvaient obtenir un Permis Temporaire de Permanence (PTP), leur permettant de travailler et accéder aux services publics (santé et éducation) ; en décembre 2018, le gouvernement péruvien a arrêté définitivement l'émission de PTP. À partir de ce 15 juin, les Vénézuéliens ne pourront plus rentrer au Pérou sans détenir le « visa humanitaire » à demander aux consulats péruviens à l'étranger. Cette mesure a été critiquée car elle exige un passeport, document difficile à obtenir au Venezuela et qui jusqu'en 2018 n'était pas exigé par les autorités migratoires péruviennes.

**Venezuela****2018 – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****La production pétrolière recule en mai 2019.**

Après avoir connu un léger rebond en avril dernier (+31.000 b/j sur un mois), la production pétrolière recule à nouveau en mai 2019 (-35.000 b/j) pour s'établir à 741.000 b/j selon les estimations de l'OPEP. Elle dépasserait le million de barils par jour selon les statistiques des autorités vénézuéliennes (+13.000 b/j sur un mois).

La Banque centrale élargit le cône monétaire.

La BCV mettra prochainement en circulation des billets de 10.000 VES, 20.000 VES et 50.000 VES (soit 8 USD au taux de change officiel), en raison de la rapide dépréciation du bolivar. La plus forte coupure actuellement en circulation, le billet de 500 VES, représente seulement 0,08 USD sur le change officiel. Cet élargissement du cône monétaire atténuera la pénurie de billets de banque (7% de la masse monétaire à la fin mai 2019, contre 5% deux mois plus tôt).

L'inflation mensuelle s'élève à 31% en mai 2019.

Selon les estimations de l'Assemblée nationale, l'inflation atteint 815.194% en mai 2019, contre 1,3 million de pourcent en avril. En cumulé sur les 5 premiers mois de 2019, l'inflation s'élève à 905,6%. Cette réduction des tensions inflationnistes s'explique essentiellement par une politique monétaire devenue restrictive (hausse du taux de réserve obligatoire, décélération des émissions monétaires), une baisse de la consommation (prévisions à -31% en 2019) et une dollarisation de l'économie.

Le groupe 3M suspend ses activités au Venezuela.

Le conglomérat américain a perdu 160 MUSD dans ses activités au Venezuela. Selon le syndicaliste Luis Manzanilla, l'usine du groupe, située dans la zone industrielle de Valencia, était paralysée depuis le début de l'année. Ces blocages entraînent la fermeture de nombreuses entreprises. Au niveau régional, la fédération patronale FEDECAMARAS estime que 500 entreprises seraient encore actives, contre 5.400 entreprises recensées en 2001. Les usines en activité tourneraient à seulement 20% de leur capacité.



Dossier régional du mois : les marchés obligataires souverains au 1er trimestre

Le début d'année a été marqué par un nouvel épisode de volatilité sur les marchés émergents, qui a plus affecté les marchés latino-américains que le précédent épisode, en septembre-octobre dernier. Sur l'ensemble du trimestre cependant, les spreads souverains se sont globalement améliorés (resserrement de 73 points pour l'ensemble du sous-continent).

La **Bolivie** n'a pas connu d'événement majeur sur les marchés obligataires au 1^{er} trimestre.

La **Colombie** a vu son spread souverain reculer de 52 points sur le trimestre, ce qui faisait du pays le 2^e émetteur *investment grade* le plus cher du continent (spread de 176 p.b.) à la fin du trimestre derrière le Mexique (292 p.b.) et devant l'Uruguay (171 p.b.). Le pays a émis 2 Mds USD sur le trimestre (500 MUSD 2029 à 4,5% et 1,5 Md USD 2049 à 5,2%).

Cuba n'émet pas sur les marchés internationaux et ne figure pas dans les indices correspondants.

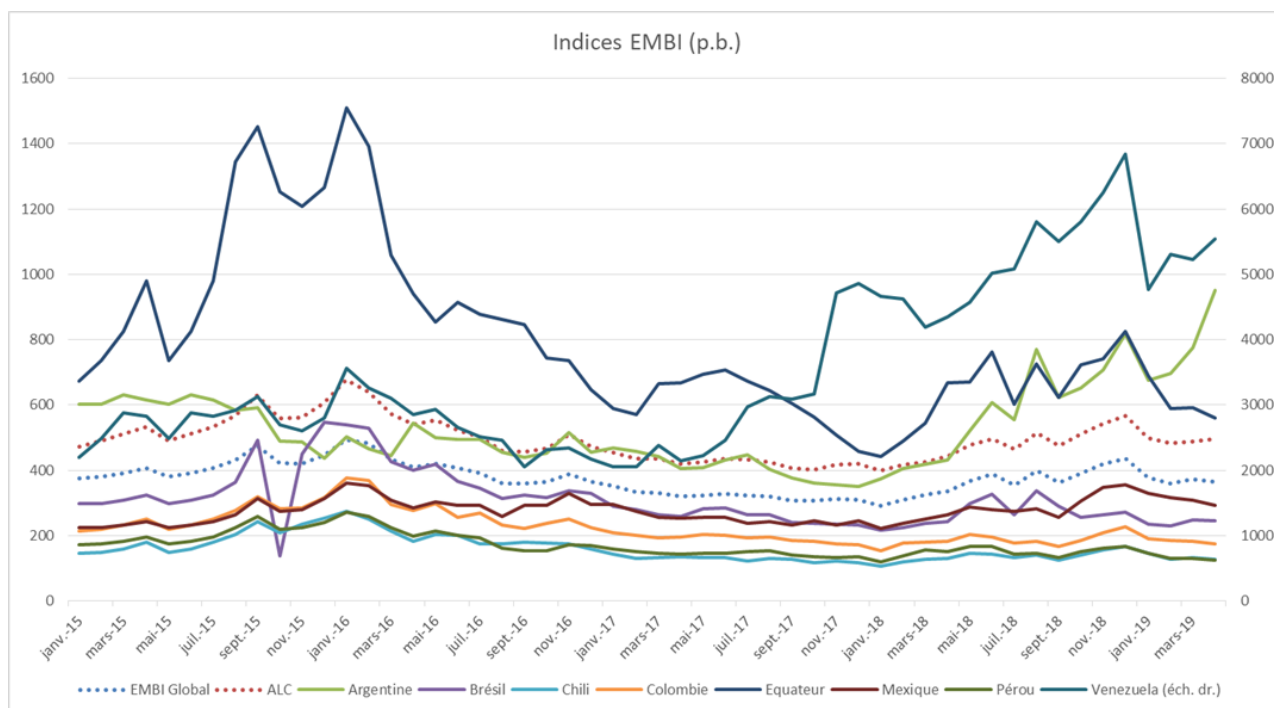
L'**Equateur**, bénéficiant de la signature d'un accord de prêt avec les bailleurs multilatéraux, a vu son spread EMBI reculer de 234 points au cours du trimestre. Le pays a émis pour 1 Md USD de dette souveraine obligataire en janvier (horizon 2029, à 10,75%).

Le **Guyana**, non noté, n'émet pas jusqu'à présent sur les marchés internationaux.

Le **Pérou** a vu son spread reculer de 42 p.b. sur le trimestre, lui permettant de conserver, à parité avec le Chili, le niveau de spread le plus bas du continent (127 p.b.). Le pays n'a pas enregistré d'émission souveraine sur le trimestre, mais plusieurs émissions corporate (pour un total de près de 1,2 Md USD) et un sous-souverain (ligne 1 du métro de Lima, 273 MUSD 2022 à 4,737%).

Le **Suriname** n'a enregistré comme actualité obligataire au cours du trimestre que le relèvement, fin février, de la perspective de sa notation Moody's (B2) de négative à stable, au motif d'une amélioration de la situation budgétaire.

Le **Venezuela** a vu son spread reculer de 1621 p.b. au cours du trimestre, intégralement attribuable au recul de janvier (2075 p.b.), marqué par l'optimisme suscité par la nomination de Juan Guaido à la tête de l'Assemblée nationale. Le pays continue dès lors d'afficher les niveaux de spreads les plus élevés de l'indice EMBIG, à 5224 p.b. à la fin du trimestre, contre 774 p.b. pour l'Argentine.



Source : JPMorgan

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba
Revu par : Thomas MARX

Version du 13 juin 2019